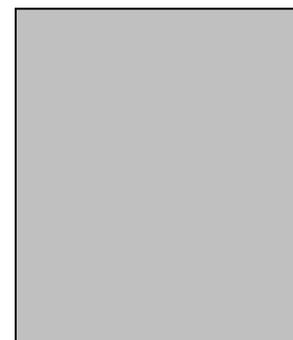


Département
Du Tarn et Garonne

Commune de
NEGREPELISSE



4° REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

5 - ANNEXES

5.5 - PLAN DE PREVENTION DES RISQUES INONDATION ET RISQUE DE GRANDS BARRAGES

4° REVISION :

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Municipal en date du :
16/04/2013

Arrêtée le :

26/06/2012

Approuvée le :

16/04/2013

Exécutoire le :

P.O.S valant P.L.U approuvé le 27/06/1997

1^{ère} révision approuvée le 03/12/1990

2^{ème} révision approuvée le 13/12/2001

3^{ème} révision approuvée le 13/12/2005

4^{ème} révision approuvée le 16/04/2013

Atelier Sol et Cite

Gérard FRESQUET-Brigitte FRAUCIEL
Urbanistes OPQU- Architectes dplg
23 route de Blagnac - 31200 TOULOUSE
Faubourg de Narcès - 46800 MONTCUQ
Tel : 05.61.57.86.43 - Fax : 05.61.57.97.78
E-Mail : contact@soletcite.com

5.5

PREFECTURE DE TARN-ET-GARONNE

**DIRECTION
DEPARTEMENTALE
DE L'EQUIPEMENT**

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES

Tarn-et-Garonne

Service Urbanisme,
Habitat et Eau

Bureau Application
du Droit des Sols

SECTEUR AVEYRON

REVISION

A.P. n° 00-328

Le Préfet de Tarn-et-Garonne,

VU la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987, relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, notamment ses articles 40.1 à 40.7 issus de la loi n° 95-101 du 2 février 1995 ;

VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif à l'élaboration des plans de prévention des risques prévisibles ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Adour-Garonne approuvé le 06 août 1996 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 98-859 du 22 juin 1998 approuvant le plan de prévention du risque inondation du secteur de l'AVEYRON ;

VU l'arrêté préfectoral n° 99-1256 du 26 août 1999 prescrivant la révision du plan de prévention du risque "inondation" du secteur de l'AVEYRON, et soumettant le projet à enquête publique du 20 septembre 1999 au 08 octobre 1999 ;

VU le rapport du Commissaire-enquêteur et son avis favorable en date du 28 novembre 1999 ; ensemble les registres d'enquête déposés dans chacune des mairies concernées ;

VU l'avis favorable du conseil municipal de BIOULE en date du 05/10/1999 ;

VU l'avis favorable du conseil municipal de CAUSSADE en date du 30/11/1999 ;

VU l'avis du conseil municipal de CAYRAC en date du 26/09/1999 ;

VU l'avis du conseil municipal de CAYRIECH en date du 29/10/1999 ;

VU l'avis favorable du conseil municipal de L'HONOR DE COS en date du 28/10/1999 ;

VU l'avis favorable du conseil municipal de LAMOTHE CAPDEVILLE en date du 05/11/1999 ;

VU l'avis favorable du conseil municipal de LAPENCHE du 26/10/1999 ;

VU l'avis favorable du conseil municipal de LEOJAC BELLEGARDE en date du 04/11/1999 ;

VU l'avis favorable du conseil municipal de MONTALZAT en date du 05/10/1999 ;

VU l'avis du conseil municipal de MONTRICOUX en date du 28/10/1999 ;

VU l'avis favorable du conseil municipal de REALVILLE en date du 25/10/1999 ;

VU l'avis du conseil municipal de ST ANTONIN NOBLE VAL en date du 24/11/1999 ;

VU l'avis favorable du conseil municipal de ST ETIENNE DE TULMONT en date du 28/09/1999 ;

VU l'avis du conseil municipal de SEPTFONDS en date du 22/10/1999 ;

VU l'avis favorable du conseil municipal de VAREN en date du 19/11/1999 ;

VU l'avis en date du 28 octobre 1998 du Centre Régional de la propriété forestière ;

VU l'avis réputé favorable des maires d'ALBIAS, BRUNIQUEL, CASTANET, CAYLUS, CAZALS, ESPINAS, FENEYROLS, GENE BRIERES, GINALS, LABASTIDE DE PENNE, LACAPELLE LIVRON, LAGUEPIE, LAVAURETTE, LOZE, MIRABEL, MONTASTRUC, MONTEILS, MOUILLAC, NEGREPELISSE, PARISOT, PIQUECOS, PUYGAILLARD DE QUERCY, PUYLAROQUE, SAINT CIRQ, SAINT GEORGES, SAINT PROJET, VAISSAC, VEREIL SUR SEYE et VILLEMADE ;

SUR la proposition de M. le Directeur Départemental de l'Equipement ;

A R R E T E

Article 1er - Le Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles du secteur AVEYRON est révisé conformément au dossier annexé au présent arrêté.

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture. Mention en sera également publiée dans les deux journaux suivants :

- La Dépêche du Midi ;
- Le Journal du Palais.

Une copie sera, en outre, affichée dans chaque mairie concernée pendant un mois minimum.

Article 3 - Les documents relatifs aux prescriptions rendues ainsi opposables sont tenus à la disposition du public dans les mairies concernées et dans les bureaux de la Préfecture.

Article 4 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Tarn et Garonne, M. le Directeur Départemental de l'Equipement, Mmes et MM. les Maires des communes d'ALBIAS, BIOULE, BRUNIQUEL, CAYRAC, CAYRIECH, CASTANET, CAUSSADE, CAYLUS, CAZALS, ESPINAS, FENEYROLS, GENE BRIERES, GINALS, L'HONOR DE COS, LABASTIDE DE PENNE, LACAPELLE LIVRON, LAGUEPIE, LAMOTHE CAPDEVILLE, LAPENCHE, LAVAURETTE, LEOJAC BELLEGARDE, LOZE, MIRABEL, MONTALZAT, MONTASTRUC, MONTEILS, MONTRICOUX, MOUILLAC, NEGREPELISSE, PARISOT, PIQUECOS, PUYGAILLARD DE QUERCY, PUYLAROQUE, REALVILLE, SEPTFONDS, ST ANTONIN NOBLE VAL, ST CIRQ, ST ETIENNE DE TULMONT, ST GEORGES, ST PROJET, VAISSAC, VAREN, VERFEIL s/SEYE, VILLEMADE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montauban, le 22 mars 2000.

Le préfet,

signé : Henri-Michel COMET

Copie certifiée conforme à l'original.

Pour le Préfet et par délégation :

Le Chef du Bureau Application du Droit des Sols.



C. MARTY





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE TARN-ET-GARONNE

Montauban, le 19 AVR. 2000

Direction
Départementale de
l'Équipement de
Tarn-et-Garonne

Service Urbanisme,
Habitat et Eau

Courrier Reçu le :

25 AVR. 2000

Mairie de 82000 NEFFESPELISSE

Le préfet de Tarn-et-Garonne

à

Madame le Maire
Monsieur le Maire

Objet : P.P.R. "Aveyron".
Notification du document approuvé.

Référ : AP N° 00-328 en date du 22 mars 2000.
Affaire suivie par : Christian Marty - BADS/ME ☎ 05.63.22.24.88.

Par arrêté préfectoral n° 00-328 en date du 22 mars 2000, j'ai approuvé la révision du Plan de Prévention du risque inondation du secteur "Aveyron".

Vous voudrez bien trouver, ci-joint, l'extrait de ce document concernant votre commune (zonage, rapport de présentation, règlement) et un avis destiné à être affiché au lieu habituel d'affichage des actes administratifs.

Par rapport au document soumis à l'enquête publique, les évolutions principales ont porté sur :

- la possibilité d'extension limitée (40 m² ou 20% de la surface existante au maximum) des activités existantes ;
- la possibilité d'extension limitée (20 m²) des habitations existantes ;
- la clarification de certaines règles pouvant paraître ambiguës (établissements recevant du public notamment).

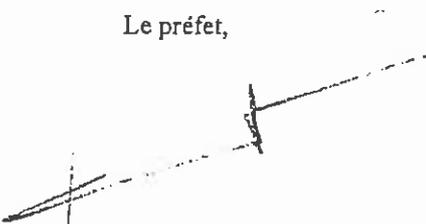
Enfin, une rectification du zonage a été opérée après levé fait par un géomètre de la zone bleue délimitée au lieu-dit "Les Plaines" sur la commune de CAYRAC.

Ainsi que vous le constatez, la plupart des observations faites tant par les communes que par les particuliers ont pu être satisfaites.

Pour la bonne règle, je vous serais obligé de bien vouloir m'adresser un certificat d'affichage en mairie de l'avis d'approbation.

Le préfet,

P. Jointes : 1 dossier.
1 avis à afficher.


Henri-Michel COMET



Direction
Départementale
de l'Équipement

Tarn-et-Garonne

REVISION DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES INONDATION

Secteur Aveyron

NOTE DE PRESENTATION

1 - le Plan de Prévention des Risques Aveyron

Le plan de prévention du risque inondation du secteur "Aveyron" a été approuvé par arrêté préfectoral n° 98-859 du 22 juin 1998.

Premier document de ce type élaboré en Tarn et Garonne en application des principes issus de la loi du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, il a permis de poser les contours d'une politique départementale de maîtrise de l'urbanisation en zone inondable : limitation des populations exposées, préservation des champs d'écoulement et d'expansion des crues, dispositions permettant aux villages existants de se maintenir. Le règlement, annexé au plan de prévention des risques Aveyron, tend à appliquer strictement ces principes.

2 - Objet de la révision

L'élaboration des plans de prévention des risques dans les autres secteurs délimités en Tarn et Garonne, notamment les secteurs "Garonne Amont" et "Tarn" a montré qu'il était possible de faire évoluer le règlement dans un sens moins restrictif sans remettre en cause les principes posés par la loi.

C'est ainsi que doivent être prises en compte la nécessité pour les entreprises de pouvoir s'adapter à leur environnement économique et pour les particuliers la possibilité de reconstituer leurs biens sinistrés.

L'intérêt général lié à la préservation des bâtiments inscrits ou classés comme Monuments Historiques en application de la loi du 31 décembre 1913, justifie que soient adoptés pour ce qui les concerne des règles moins contraignantes que celles adoptées pour les autres bâtiments.

Dans les documents graphiques délimitant le zonage de la commune de Bioule, une erreur matérielle a conduit à définir comme R1 une partie du village, alors que le croisement des aléas (cf. carte d'aléas annexé à l'arrêté préfectoral du 22 juin 1998 précité) et des enjeux urbains devait conduire à un classement en zone bleue : hauteur d'eau inférieure à 1m, vitesse de courant inférieure à 0,50m, zone urbaine dense.

3 - Contenu de la révision

La révision touche exclusivement les points définis au paragraphe 2.

Le nouveau règlement, ainsi que le zonage concernant le village de Bioule, sont annexés à la présente note de présentation.

Les modifications du règlement concernent :

1 - en zone rouge et R1

Les évolutions réglementaires portent sur :

- la possibilité de construire des bâtiments annexes à des habitations existantes sur la même unité foncière (garages - abris de jardin) limités à 25 m² de surface hors oeuvre brute ;
- la possibilité d'autoriser la construction de bâtiments destinés à abriter les locaux techniques et les locaux à usage de sanitaires et de vestiaires ou douches pour joueurs et arbitres, associés aux terrains de sports et de loisirs ;
- l'autorisation des travaux de surélévation des bâtiments existants qui ont pour effet de réduire la vulnérabilité des biens ;
- la reconstruction à l'identique des bâtiments détruits par un sinistre autre qu'une inondation, à l'exclusion des Etablissements Recevant du Public ;
- l'extension des activités existantes sur la même unité foncière, dans la limite de 20 % de la surface hors oeuvre brute existante à la date d'approbation du P.P.R. et pour la même activité ;
- la construction de clôtures constituées d'un muret de 0,60 m maximum surmonté d'un dispositif aéré (grille - grillage), à condition que la hauteur totale soit limitée à 1,20 m ;

2 - en zone R1 :

- les bâtiments classés Monuments Historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire pourront faire l'objet d'une dérogation quant à leur changement de destination, dès lors que le premier niveau utilisé est au-dessus de la crue de référence (et être notamment transformés en logements ou en Etablissement Recevant du Public) ;
- les bâtiments existants pourront être mis aux normes par aménagement ou extension sans que leur capacité d'accueil soit augmentée (il s'agit en particulier des activités existantes, y compris les Etablissements Recevant du Public).



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE TARN-ET-GARONNE

Direction Départementale
de l'Équipement
de Tarn et Garonne

PREVENTION DES RISQUES NATURELS

ZONES INONDABLES

REGLEMENT

SECTEUR AVEYRON

REVISION

Service Urbanisme Habitat et Eau

REGLEMENT P.P.R.

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1-1 : Champ d'application territorial

Article 1-2 : Régime d'autorisation

Article 1-3 : Effet du P.P.R.

Article 1-4 : Zonage

Article 1-5 : Contenu du règlement

Article 1-6 : Infraction

Article 1-7 : Définitions

TITRE II - DISPOSITIONS D'URBANISME

Chapitre 2-1 : Dispositions applicables en zone rouge

Chapitre 2-2 : Dispositions applicables en zone R1

Chapitre 2-3 : Dispositions applicables en zone bleue

TITRE III - REGLES DE CONSTRUCTION

TITRE IV - GESTION DES OUVRAGES

TITRE V - MESURES COLLECTIVES DE PROTECTION

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1-1: Champ d'application territorial

Le présent règlement s'applique au secteur dénommé Tarn qui englobe les communes de: ALBIAS - BIOULE -BRUNIQUEL - CAYRIECH - CASTANET - CAUSSADE- CAYLUS - CAYRAC - CAZALS - ESPINAS - FENEYROLS - GENEVRIERES - GINALS - L'HONOR DE COS - LABASTIDE DE PENNE - LACAPELLE LIVRON - LAGUEPIE - LAMOTHE CAPDEVILLE - LAPENCHE - LAVAURETTE -LEOJAC BELLEGARDE - LOZE - MIRABEL - MONTALZAT - MONTASTRUC - MONTEILS - MONTRICOUX MOUILLAC - NEGREPELISSE - PARISOT - PIQUECOS -PUYGAILLARD DE QUERCY - PUYLAROQUE - REALVILLE - SEPTFONDS - ST ANTONIN NOBLE VAL - ST CIRQ - ST ETIENNE DE TULMONT - ST GEORGES - ST PROJET - VAISSAC - VAREN - VERFEIL - VILLEMADE.

Il détermine les mesures d'interdiction ou de prévention à mettre en oeuvre pour répondre aux objectifs suivants :

- interdire les implantations humaines dans les zones les plus exposées où quels que soient les aménagements, la sécurité des personnes ne peut pas être garantie intégralement et les limiter dans les autres zones,
- préserver les capacités d'écoulement et d'expansion des crues pour ne pas aggraver les risques pour les zones situées en amont et en aval,
- sauvegarder l'équilibre des milieux dépendant des petites crues et la qualité des paysages souvent remarquable du fait de la proximité de l'eau et du caractère naturel des vallées concernées.

Sur le territoire inclus dans le périmètre du plan de prévention des risques naturels prévisibles ont donc été délimitées :

- les zones d'expansion de crues à préserver, qui sont les secteurs non urbanisés ou peu urbanisés et peu aménagés, où la crue peut stocker un volume d'eau important, comme les terres agricoles, espaces verts, terrains de sport...
- les zones d'aléas les plus forts, déterminés en fonction des hauteurs d'eau atteintes par une crue de référence qui est la plus forte connue ou si cette crue était plus faible qu'une crue de fréquence centennale, cette dernière.

En application de la loi du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, la protection de la forêt contre l'incendie et la prévention des risques majeurs, notamment ses articles 40-1 à 40-7, le présent règlement fixe les dispositions applicables aux biens et activités existants ainsi qu'à l'implantation de toutes constructions ou installations nouvelles, à l'exécution de tous travaux et à l'exercice de toutes activités, sans préjudice de l'application des autres législations ou réglementations en vigueur (règlements d'urbanisme et règlements de construction).

Article 1-2 : Régime d'autorisation

Les dispositions du présent règlement s'appliquent à tous travaux, ouvrages, installations et occupation du sol entrant ou non dans le champ d'application des autorisations prévues par le Code de l'Urbanisme ou par la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau.

Article 1-3 : Effets du plan de prévention des risques naturels prévisibles

La nature et les conditions d'exécution des mesures de prévention prises pour l'application du présent règlement sont définies et mises en oeuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage ou du propriétaire du bien et du maître d'oeuvre concerné par les constructions, travaux et installations visés. Ceux-ci sont également tenus d'assurer les opérations de gestion et d'entretien nécessaires pour maintenir la pleine efficacité de ces mesures.

Le plan de prévention des risques naturels prévisibles vaut servitude d'utilité publique. A ce titre, il doit être annexé au Plan d'Occupation des Sols, conformément à l'article L 126-1 du Code de l'Urbanisme.

Le respect des dispositions du plan de prévention des risques naturels prévisibles, lors de l'édification de constructions nouvelles, ou lors de travaux de restauration de bâtiments existants nécessitant soit une déclaration de travaux, soit un permis de construire au titre du Code de l'Urbanisme, peut conditionner la possibilité pour l'assuré de bénéficier de la réparation des dommages matériels directement occasionnés par l'inondation, si les biens endommagés étaient couverts par un contrat d'assurance dommages.

Dans tous les cas, l'indemnisation des dommages au titre des risques naturels prévisibles est subordonnée à la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle par arrêté ministériel.

Article 1-4 : Zonage

1-4-1 La zone rouge comprend les zones où les hauteurs ou les vitesses de submersion sont telles que la sécurité des biens et des personnes ne peut être garantie ; sont également classées en zone rouge les zones non urbanisées qui sont des champs d'expansion de crues, ainsi que la totalité des zones submersibles non couvertes par un système d'annonce des crues.

1-4-2 La zone bleue est une zone déjà urbanisée couverte par un système d'annonce des crues où, pour la crue de référence, les hauteurs de submersion sont inférieures ou égales à 1 m d'eau et les vitesses de courant inférieures ou égales à 0,50 m/s, dans laquelle il est possible, à l'aide de prescriptions, de préserver les biens et les personnes.

1-4-3 Cas particulier

- les centres urbains denses, en zone de forte submersion, sont soumis à la réglementation de la zone rouge avec de légères adaptations, compte tenu de leur histoire, d'une occupation du sol importante, de la continuité du bâti et de la mixité des usages entre logements, commerces et services. Ils sont classés R1.

Article 1-5 : Contenu du règlement

Les mesures de prévention définies par le règlement sont destinées à préserver les champs d'expansion des crues, à favoriser le libre écoulement de celles-ci et à limiter les dommages aux biens et activités existants ou futurs, conformément à l'article 5 du décret 95-1089 du 5 octobre 1995. Elles consistent soit en des interdictions visant l'occupation ou l'utilisation des sols, soit en des mesures de prévention destinées à réduire les dommages.

Ces mesures sont regroupées en quatre familles :

- dispositions d'urbanisme, contrôlées lors de la délivrance des autorisations visées aux titres III et IV du Code de l'Urbanisme ;
- règles de construction appliquées sous la seule responsabilité du maître d'ouvrage ;
- mesures relatives à la gestion des ouvrages en lit mineur, dont l'ignorance peut engager la responsabilité du maître d'ouvrage concerné ;
- mesures préventives de protection susceptibles d'être mises en oeuvre par des collectivités territoriales ou par des associations syndicales de copropriétaires.

Article 1-6 : Infractions

Le fait de construire ou d'aménager un terrain dans une zone interdite par un plan de prévention de risques ou de ne pas respecter les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation prescrites par ce plan est puni des peines prévues à l'article L 480-4 du Code de l'Urbanisme.

Article 1-7 : Définitions

Crue de référence

Crue historique la plus forte connue, ou crue centennale calculée, lorsque celle-ci est supérieure.

Cote de référence

Cote de la crue de référence majorée de 0,20 m.

Surface hors œuvre brute de la construction (SHOB)

La SHOB est égale à la somme des surfaces de plancher de chaque niveaux de la construction. Cette surface est mesurée depuis l'extérieur des murs ; elle englobe toutes les parties de la construction (annexes, terrasses, balcons...)

Coefficient d'emprise au sol (C.E.S.)

Le coefficient d'emprise au sol est égal à la somme des surfaces hors oeuvres brutes, construites ou à construire en rez-de-chaussée, après déduction des surfaces non closes telles que terrasses, auvents, circulations, divisée par la superficie du terrain défini dans la demande de permis de construire.

Etablissements recevant du public (E.R.P.) sensibles

Au sens du présent P.P.R., sont considérés comme sensibles les établissements figurant dans le tableau ci-après :

Salles d'audition, de conférences, de réunions, de spectacles ou à usages multiples
Hôtels, pensions de famille, etc...
Salles de danse et salles de jeux
Etablissements d'enseignement et des colonies de vacances
- écoles maternelles
- autres établissements d'enseignement
- internats
- colonies de vacances
Etablissements de soins
Parcs de stationnement couverts

TITRE II : DISPOSITIONS D'URBANISME

Les dispositions contenues dans le présent titre ont valeur de dispositions d'urbanisme opposables notamment aux autorisations d'occupation du sol visées par les livres III et IV du Code de l'Urbanisme.

Elles peuvent justifier des refus d'autorisation ou des prescriptions conditionnant leur délivrance.

CHAPITRE 2-1 : DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE ROUGE

2-1-1 : Prescriptions applicables aux biens et activités futurs

Article 2-1-1-1 : Sont interdits

- Toutes constructions, travaux, digues et remblais, clôtures, haies, plantations, installations et activités de quelque nature qu'ils soient, à l'exception de ceux visés aux articles 2-1-1-2 et 2-1-2 ci-après.
- La création ou l'aménagement de sous-sol, le sous-sol étant défini comme une surface de plancher située en-dessous du niveau du terrain naturel ;
- Tout stockage au-dessous de la cote de référence de produit de nature à polluer les eaux ou à réagir avec l'eau et mentionnés dans la nomenclature des installations classées ;
- L'aménagement de nouveaux terrains de camping, ainsi que l'augmentation de la capacité d'accueil des terrains de camping existants.

Article 2-1-1-2 : Sont autorisés

- Les bâtiments sanitaires, techniques ou de loisirs de moins de 10 m² d'emprise au sol,
- Peuvent exceptionnellement être admis les logements de fonction liés aux exploitations agricoles, sous réserve du respect des 4 conditions suivantes (conditions cumulatives) :
 - la construction est située dans une zone classée à vocation agricole par le document d'urbanisme opposable,
 - la construction est implantée dans le périmètre du siège d'exploitation,
 - le pétitionnaire justifie, par tout document nécessaire, le lien et la nécessité du logement pour l'exercice de l'activité agricole, notamment lorsqu'existe déjà sur l'exploitation un autre logement,
 - le plancher utile du logement est édifié au-dessus de la cote de référence ; toutefois, dans le cas où la hauteur atteinte par la crue de référence au-dessus du terrain naturel est supérieure à 3 m, le logement peut être de type « duplex » et comporter un seul niveau au-dessus de la cote de référence (plancher « refuge »).
- Les bâtiments techniques des exploitations agricoles. Cependant, les bâtiments d'élevage ne pourront être admis que si la hauteur de la crue de référence est inférieure à 1 m et si le plancher utile est situé au-dessus de la cote de référence,

- Les bâtiments annexes à des habitations existantes sur la même unité foncière (garages, abri de jardin) ne comportant qu'une seule ouverture à usage de porte de service ou de garage et limités à 25 m² de surface hors œuvre brute,
- Les clôtures agricoles constituées au maximum de 3 fils superposés avec poteaux distants d'au moins 3 mètres,
- Les clôtures végétales dont la hauteur devra être limitée à 1,20 m maximum,
- Les clôtures constituées d'un muret de 0,60 m maximum surmonté d'un dispositif aéré (grille, grillage...), à condition que la hauteur totale soit limitée à 1,20 m,
- Les clôtures « fusibles » si justification fonctionnelle ou technique liée à la sécurité ou à l'environnement,
- les haies agricoles « coupe-vent » justifiées par la nature des cultures pratiquées ;
- Les cultures annuelles et les pacages,
- Les plantations d'arbres en rangées régulièrement espacées d'au moins 4 mètres, les rangées d'arbres étant disposées dans le sens du flux du courant dans le lit majeur. Tout dispositif de protection (paillat-grillage..) autre que le tuteur ou tout dispositif transversal aux rangées sera interdit,
- La construction des piscines extérieures et les activités de loisirs et de sport, sans superstructure. Peuvent toutefois être autorisés les bâtiments destinés à abriter les locaux techniques indispensables et les locaux à usage de sanitaires et de vestiaires ou douches associés aux piscines ou terrains de sports et de loisirs,
- Les réseaux d'irrigation et de drainage et leurs équipements à condition de ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux,
- Les travaux relatifs à la suppression des digues, remblais, épis situés dans le lit majeur, si une étude hydraulique justifie l'absence d'impact négatif mesurable ou définit des mesures compensatoires,
- Les travaux de protection des zones urbaines denses après étude hydraulique justifiant l'absence d'effet négatif induit sur les zones adjacentes ou préconisant des mesures compensatoires,
- Les remblais, le stockage de matériaux et la création de carrière, si une étude hydraulique justifie l'absence d'impact négatif mesurable ou définit des mesures compensatoires,
- Les déblais qui constituent une mesure compensatoire ou améliorent l'écoulement et/ou le stockage des eaux de crue, ainsi que les travaux et installations destinés à réduire les conséquences des risques, à condition de ne pas aggraver les risques par ailleurs,
- Les travaux et ouvrages directement liés à l'utilisation de la rivière, avec une protection située au-dessus de la crue de référence, sauf si impossibilité technique,
- Les travaux d'infrastructure publique, y compris la pose de lignes et de câbles à condition de ne pas aggraver les risques et leurs effets de façon notable et après étude hydraulique.
- Les stations de traitement des eaux, à la condition de prévoir une protection adaptée contre une crue au moins centennale.

Article 2-1-2 : Prescriptions applicables aux biens et activités existants

Sont admis :

- Les travaux de restauration, d'entretien et de gestion courante des biens et activités implantés antérieurement à la publication du présent plan, à condition de ne pas aggraver les risques et leurs effets,
- Les travaux de surélévation qui ont pour effet de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens (rehaussement du premier niveau utile y compris avec construction d'un étage), sans accroître la population exposée ni le nombre de logements.
- Les travaux et aménagements d'accès extérieurs aux bâtiments visant à la mise en sécurité des personnes (construction de plate-forme, voirie, escalier, passage hors d'eau) en limitant au maximum l'encombrement à l'écoulement,
- La reconstruction à l'identique (surface hors œuvre brute, destination, nombre de logements) des bâtiments détruits par un sinistre autre qu'une inondation, à l'exclusion des établissements recevant du public sensibles,
- Les changements de destination des locaux, y compris aménagement et modification des ouvertures, sous réserve d'assurer la sécurité des personnes et si ce changement est neutre sur la vulnérabilité ou de nature à la réduire, et à l'exclusion de toute création de logements non liée à l'activité agricole, ou d'établissements recevant du public sensibles,
- L'extension des bâtiments agricoles (autres que ceux destinés à l'élevage), sous réserve d'assurer le stockage des produits sensibles ou polluants au-dessus du niveau de la crue de référence,
- L'extension des habitations existantes, dans la limite de 20 m² de surface hors œuvre brute, à la condition qu'elle n'ait pas pour effet d'augmenter le nombre de logements,
- L'extension sur la même unité foncière des activités existantes, à l'exception des établissements recevant du public sensibles, dans la limite de 40 m² ou de 20 % de la surface hors œuvre brute existante à la date d'approbation du présent P.P.R,
- Dans les terrains de camping existants, la reconstruction à l'identique ou l'extension des sanitaires dans la limite de 20 m² d'emprise au sol, à la condition expresse que ces travaux n'aient pas pour objet d'augmenter la capacité d'accueil autorisée,
- L'extension des stations de traitement des eaux existantes.

CHAPITRE 2-2 : DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE RI

2-2-1 : Prescriptions applicables aux biens et activités futurs

Article 2-2-1-1 : Sont interdits

- Toutes constructions, travaux, digues et remblais, clôtures, haies, plantations, installations et activités de quelque nature qu'ils soient, à l'exception de ceux visés aux articles 2-2-1-2 et 2-2-2 ci-après.
- La création ou l'aménagement de sous-sol, le sous-sol étant défini comme une surface de plancher située en-dessous du niveau du terrain naturel ;
- Tout stockage au-dessous de la cote de référence de produit de nature à polluer les eaux ou à réagir avec l'eau et mentionnés dans la nomenclature des installations classées ;
- Les terrains de camping

Article 2-2-1-2 : Sont autorisés

- La construction d'équipements publics techniques ou de loisirs destinés à la vie des habitants du quartier et à condition qu'ils n'aient pas pour effet de densifier la population,
- La construction des piscines extérieures et les activités de loisirs et de sport, sans superstructure. Peuvent toutefois être autorisés les bâtiments destinés à abriter les locaux techniques indispensables et les locaux à usage de sanitaires et de vestiaires ou douches associés aux piscines ou terrains de sports et de loisirs,
- Les bâtiments sanitaires, techniques ou de loisirs de moins de 10 m² d'emprise au sol,
- Les bâtiments annexes à des habitations existantes sur la même unité foncière (garages, abri de jardin) ne comportant qu'une seule ouverture à usage de porte de service ou de garage et limités à 25 m² de surface hors œuvre brute,
- Les clôtures végétales et les haies dont la hauteur devra être limitée à 1,20 m maximum,
- Les clôtures fusibles si justification fonctionnelle ou technique liée à la sécurité ou à l'environnement,
- Les clôtures constituées d'un muret de 0,60 m maximum surmonté d'un dispositif aéré (grille, grillage...), à condition que la hauteur totale soit limitée à 1,20 m,

Article 2-2-2 : Prescriptions applicables aux biens et activités existants

Sont admis :

- Les travaux de restauration, d'entretien et de gestion courante des biens et activités implantés antérieurement à la publication du présent plan, à condition de ne pas aggraver les risques et leurs effets,
- Les travaux de surélévation qui ont pour effet de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens (rehaussement du premier niveau utile y compris avec construction d'un étage),
- Les travaux et aménagements d'accès extérieurs aux bâtiments visant à la mise en sécurité des personnes (construction de plate-forme, voirie, escalier, passage hors d'eau) en limitant au maximum l'encombrement à l'écoulement,
- La reconstruction des bâtiments vétustes, dans la limite du COS existant majoré de 20 %, éventuellement avec changement de destination ; toutefois, cette reconstruction ne pourra pas avoir pour effet d'augmenter le nombre de logements, ni de créer ou d'étendre un établissement recevant du public sensible, et le plancher utile de ceux-ci sera édifié au-dessus de la cote de référence,
- La reconstruction à l'identique (surface hors œuvre brute, destination, nombre de logements) des bâtiments détruits par un sinistre autre qu'une inondation, à l'exclusion des établissements recevant du public sensibles,
- La réhabilitation des bâtiments existants, y compris la modification des ouvertures,
- Les changements de destination des immeubles, à l'exception de la création de logements et d'établissements recevant du public sensibles. Les bâtiments classés monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire pourront cependant faire l'objet d'une dérogation quant à leur destination pour les niveaux situés au-dessus de la crue de référence.
- L'extension des habitations existantes, dans la limite de 20 m² de surface hors œuvre brute, à la condition qu'elle n'ait pas pour effet d'augmenter le nombre de logements,
- L'extension sur la même unité foncière des activités existantes, à l'exception des établissements recevant du public sensibles, dans la limite de 40 m² ou de 20 % de la surface hors œuvre brute existante à la date d'approbation du présent P.P.R,
- La mise aux normes sans augmentation de leur capacité d'accueil, des activités existantes y compris les établissements recevant du public, par aménagement ou extension.

CHAPITRE 2-3 : DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE BLEUE

La zone « bleue » est une zone d'enjeux urbains, couverte par un système public d'annonce des crues et où l'aléa de la crue de référence est faible ($H \leq 1,00$ m, $V \leq 0,50$ m/s).

2-3-1 : Prescriptions applicables aux biens et activités futurs

Article 2-3-1-1 : Sont interdits

- Toutes constructions, travaux, digues et remblais, clôtures, haies, plantations, installations et activités de quelque nature qu'ils soient, à l'exception de ceux visés aux articles 2.3.1.2 et 2.3.2 ci-après ;
- La création ou l'aménagement de sous-sol, le sous-sol étant défini comme une surface de plancher située en-dessous du niveau du terrain naturel ;
- Tout stockage au-dessous de la cote de référence de produit de nature à polluer les eaux ou à réagir avec l'eau et mentionné dans la nomenclature des installations classées ;
- L'aménagement de nouveaux terrains de camping, ainsi que l'augmentation de la capacité d'accueil des terrains de camping existants.

Article 2-3-1-2 : Sont autorisés

- Les constructions à usage de logement ou de bureau dont le plancher utile est édifié au-dessus de la cote de référence,
- Les activités commerciales, industrielles, artisanales, de loisirs et de sport, et les équipements publics techniques ou de loisirs, si le plancher bas est situé au-dessus de la cote de référence,
- La construction au niveau du terrain naturel des annexes à l'habitation dans la limite de 25 m² d'emprise au sol,
- La construction des piscines,
- Les bâtiments sanitaires, techniques ou de loisirs,
- Les clôtures végétales et les haies dont la hauteur devra être limitée à 1,20 m maximum,
- Les clôtures constituées d'un muret de 0,60 m maximum surmonté d'un dispositif aéré (grille, grillage...), à condition que la hauteur soit limitée à 1,20 m,
- Les plantations d'arbres en rangées régulièrement espacées d'au moins 4 mètres, les rangées d'arbres étant disposées dans le sens du flux du courant dans le lit majeur. Tout dispositif de protection (paillat-grillage..) autre que le tuteur ou tout dispositif transversal aux rangées est interdit,
- Les travaux relatifs à la suppression des digues, remblais, épis situés dans le lit majeur, si une étude hydraulique justifie l'absence d'impact négatif mesurable ou définit des mesures compensatoires,

- Les déblais qui constituent une mesure compensatoire ou améliorent l'écoulement et/ou le stockage des eaux de crue, ainsi que les travaux et installations destinés à réduire les conséquences des risques, à condition de ne pas aggraver les risques par ailleurs,
- Les travaux directement liés à l'utilisation de la rivière, avec une protection située au-dessus de la crue de référence, sauf si impossibilité technique,
- Les travaux d'infrastructure publique, y compris la pose de lignes, de câbles ou de canalisations à condition de ne pas aggraver les risques et leurs effets de façon notable et après étude hydraulique,
- Les créations de digue de protection des zones urbaines denses si une étude hydraulique justifie l'absence d'impact négatif ou définit des mesures compensatoires,
- Les stations de traitement des eaux avec protection adaptée des installations sensibles.

Article 2-3-1-3 : Règles d'implantation des occupations admises

- L'axe principal des constructions et installations isolées doit être parallèle au flux du plus grand écoulement et la longueur de la façade perpendiculaire à ce flux doit être inférieure à 25 mètres.

2-3-2 : Prescriptions applicables aux biens et activités existants

Article 2-3-2-1 : Sont autorisés :

- Les travaux de restauration, d'entretien et de gestion courante des biens et activités implantés antérieurement à la publication du présent plan, à condition de ne pas aggraver les risques et leurs effets,
- Les travaux de surélévation qui ont pour effet de réduire la vulnérabilité des biens (rehaussement du premier niveau utile y compris avec construction d'un étage),
- Les travaux et aménagements d'accès extérieurs aux bâtiments visant à la mise en sécurité des personnes (construction de plate-forme, voirie, escalier, passage hors d'eau) en limitant au maximum l'encombrement à l'écoulement,
- Les reconstructions et extensions des biens existants. Le plancher bas devra être reconstruit au-dessus de la cote de référence,
- La reconstruction à l'identique (niveau des planchers, surface hors œuvre brute, destination, nombre de logements) des bâtiments détruits par un sinistre autre qu'une inondation, à l'exclusion des établissements recevant du public sensibles,
- L'extension au niveau du terrain naturel (et dans la limite de 20 m² de surface nette cumulée par unité foncière) des constructions existantes lorsque des motifs d'ordre technique, fonctionnels ou économiques le justifie. Peut également être admise l'extension à niveau des activités existantes sur la même unité foncière, à l'exception des établissements recevant du public sensibles, dans la limite de 40 m² ou de 20 % de la surface hors œuvre brute existante à la date d'approbation du P.P.R.,
- Les changements de destination des locaux, y compris aménagement et modification des ouvertures, sous réserve d'assurer la sécurité des personnes et si ce changement est neutre sur la vulnérabilité ou de nature à la réduire,

Article 2-3-2-2 : Dans les campings existants et s'il n'y a pas augmentation de la capacité d'accueil, peuvent être autorisés :

- La construction de bureaux, du logement du gardien, si le plancher bas des constructions est situé au dessus de la cote de référence,
- La reconstruction de bâtiments existants dans la limite de la surface hors œuvre brute existante,
- L'extension des sanitaires au niveau du terrain naturel, dans la limite de 20 m² d'emprise au sol.

TITRE III : REGLES DE CONSTRUCTION

Les règles du présent titre valent règles de construction au sens du Code de la construction et de l'habitation et figurent au nombre de celles que le Maître d'ouvrage s'engage à respecter lors de la demande d'autorisation d'urbanisme.

Leur non respect, outre le fait qu'il constitue un délit, peut justifier une non indemnisation des dommages causés en cas de crue (article L 125-6 du Code des Assurances). Elles sont applicables dans toutes les zones rouges, bleues et R1.

Article 3-1 : Dispositions applicables aux biens et activités futurs

- Toutes les constructions et installations doivent être édifiées sur des piliers isolés ou sur vide sanitaire, à l'exception des parties annexes qui pourront reposer sur un plancher dit en terre plein, au niveau du terrain naturel,
- Toutes les constructions et installations doivent être fondées dans le bon sol de façon à résister à des affouillements, à des tassements ou à des érosions localisées,
- Les fondations, murs et parties de la structure situés au-dessous de la cote de référence doivent comporter une arase étanche,
- Les parties de constructions ou installations situées au-dessous de la cote de référence doivent être réalisés avec des matériaux étanches aux infiltrations,
- Les revêtements de sols et de murs, les protections phoniques et thermiques situés au-dessous de la cote de référence doivent être réalisés avec des matériaux insensibles à l'eau,
- Les compteurs électriques doivent être placés au-dessus de la cote de référence,
- Les équipements électriques, électroniques, micro-mécaniques et les appareils électroménagers doivent être placés au-dessus de la cote de référence,
- Le mobilier d'extérieur de toute nature doit être fixé ou doit pouvoir être rangé dans un local clos,
- Les réseaux de chaleur doivent être équipés d'une protection thermique hydrophobe,
- Les voies d'accès, les parkings, les aires de stationnement doivent être arasés au niveau du terrain naturel et comporter une structure de chaussée insensible à l'eau,
- S'il est nécessaire que le profil en long des voies d'accès se situe au-dessus de la cote de référence, ces voies doivent être équipées d'ouvrage de décharge dont l'ouverture permettra l'écoulement de la crue. Elles doivent être protégées de l'érosion et comporter une structure de chaussée insensible à l'eau.

Article 3-2 : Dispositions applicables aux biens et activités existants

Lors de la première réfection ou de la première indemnisation suite à un sinistre :

1°) Les menuiseries (portes, fenêtres, vantaux...), les revêtements de sols et murs, les protections phoniques et thermiques situées au-dessous de la cote de référence seront reconstitués avec des matériaux insensibles à l'eau.

2°) Les compteurs électriques seront remplacés à une cote égale ou supérieure à la cote de référence.

3°) Les réseaux électriques intérieurs seront dotés d'un dispositif de mise hors service automatique ou rétablis au-dessus de la cote de référence.

Article 3-3 : Mesures individuelles de prévention sur les constructions neuves

Des dispositifs d'étanchement des ouvertures (batardeaux) devront permettre de se protéger jusqu'à au moins 1m de hauteur au-dessus du terrain naturel.

Les murs et les planchers seront conçus pour résister à la pression hydraulique générée par ces dispositifs.

TITRE IV : GESTION DES OUVRAGES EN RIVIERE

Les ouvrages installés dans les cours d'eaux présentent une grande variété de situations liée à :

- leur vocation (usage hydroélectrique, retenue de prise d'eau, loisir, aménagement hydraulique, passe à poissons, ouvrage désaffecté...)

- leur structure et leur dimensionnement : chaussées de moulins, seuils, épis de protection de berges, digues, vannes clapets, barrage poids, barrages voûte, canaux.

Les ouvrages d'art (pont routier, pont ferroviaire, pont-canal...) influencent également le libre écoulement des eaux lors des crues (profil des piles, section hydraulique, remblais et ouvrages de décharge en lit majeur).

Un défaut d'entretien des ouvrages, et de leurs débouchés hydrauliques, peut conduire, par la présence d'embâcles, à l'exhaussement des eaux en amont de l'aménagement, et à une modification locale de la zone inondable.

Les embâcles peuvent modifier la propagation de l'onde de crue et conduire jusqu'à la ruine complète de certains ouvrages.

De même, la loi sur l'eau du 2 janvier 1992, soumet au régime des autorisations, les ouvrages entraînant une différence de niveau de 35 cm, ou constituant un obstacle à l'écoulement des eaux ainsi que les installations fonctionnant par éclusées (nomenclatures 2.40/ 2.41/ 2.53).

L'entretien courant, notamment l'enlèvement des embâcles, ainsi que les opérations devant garantir la pérennité d'un ouvrage et le maintien de son débouché hydraulique, sont à la charge du maître d'ouvrage et sous sa responsabilité.

L'évacuation des matériaux résultant de l'entretien des ouvrages (terre, gravats, végétaux, bois mort, souche...) pour assurer un débouché hydraulique nominal, s'effectuera par voie terrestre (route, voies ferrées).

Le service déconcentré de l'Etat, en charge de la police des eaux, sera amené à veiller à la bonne conduite de ces travaux d'entretien et à dresser procès-verbal en cas de non respect des règles de gestion édictées par le présent plan de prévention des risques naturels prévisibles.

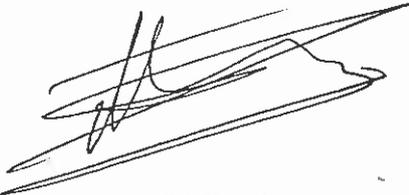
TITRE V : MESURES COLLECTIVES DE PREVENTION

Les mesures d'alerte et d'information des populations sont organisées par les communes, à partir des informations diffusées par le Service Interministériel Départemental de la Protection Civile.

Montauban, le 22 mars 2000
P/Le préfet de Tarn et Garonne,
Le Secrétaire Général

Signé : Frank-Olivier LACHAUD

Copie certifiée conforme
à l'original annexé à l'Arrêté Préfectoral n° 00-328
du 22 mars 2000
Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef du Bureau Application du Droit des Sols



Christian MARTY

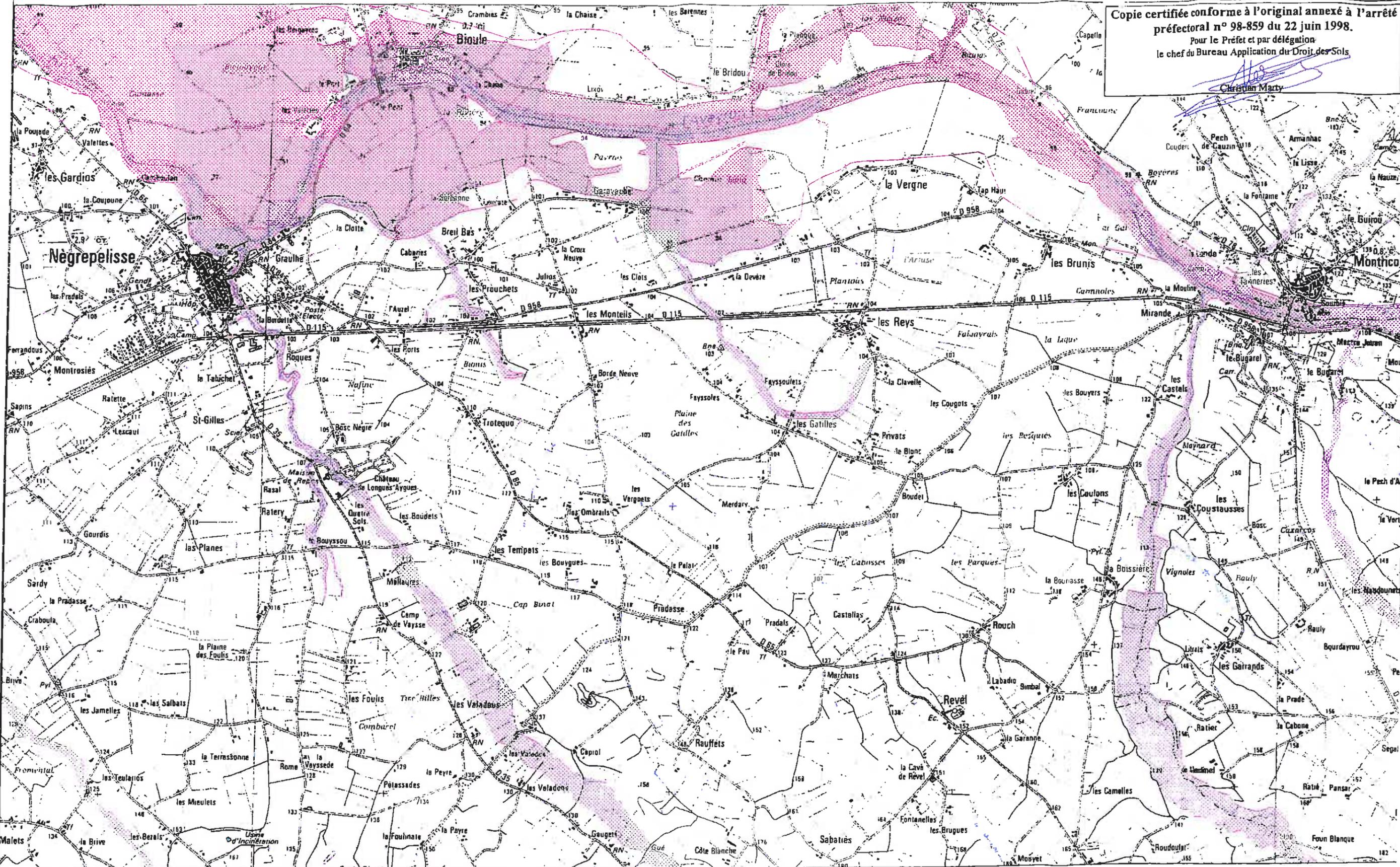


COMMUNE DE NEGREPELISSE

29/2

Copie certifiée conforme à l'original annexé à l'arrêté préfectoral n° 98-859 du 22 juin 1998.
Pour le Préfet et par délégation
le chef du Bureau Application du Droit des Sols

Christian Marty



CARTE IGN SCAN 25 000- (c)IGN-PARIS-1996 Autorisation n°21-6001



P-P-R INONDATION BASSIN DE L'AVEYRON

-  ALEA FORT
-  ALEA FAIBLE

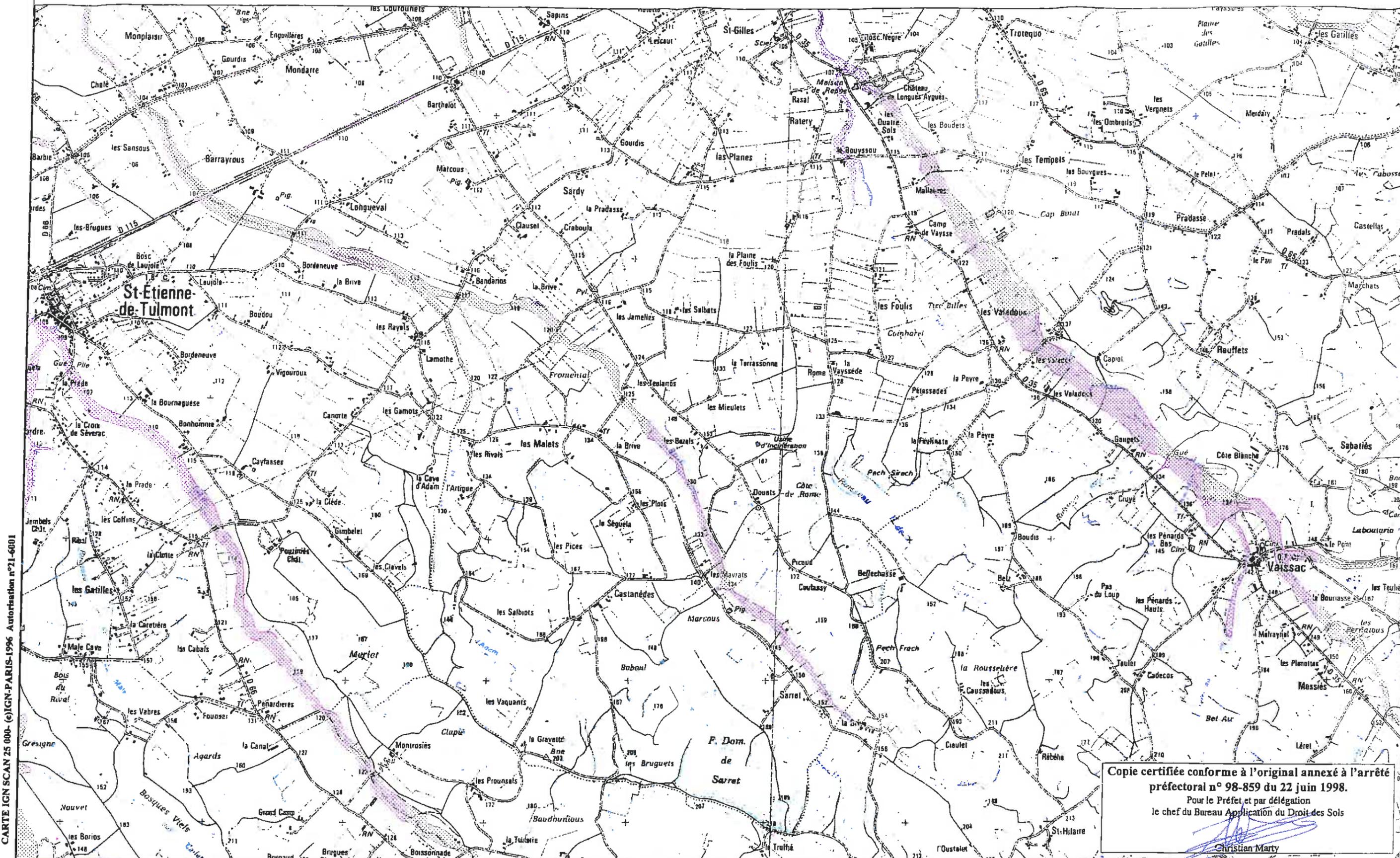
 NON COUVERT
PAR UN SERVICE
D'ANNONCE DES CRUES



Echelle : 1/25 000

COMMUNE DE NEGREPELISSE

29/3



CARTE IGN SCAN 25 000- (c)IGN-PARIS-1996 Autorisation n°21-6001

Copie certifiée conforme à l'original annexé à l'arrêté préfectoral n° 98-859 du 22 juin 1998.
Pour le Préfet et par délégation
le chef du Bureau Application du Droit des Soils
Christian Marty



P-P-R INONDATION BASSIN DE L'AVEYRON

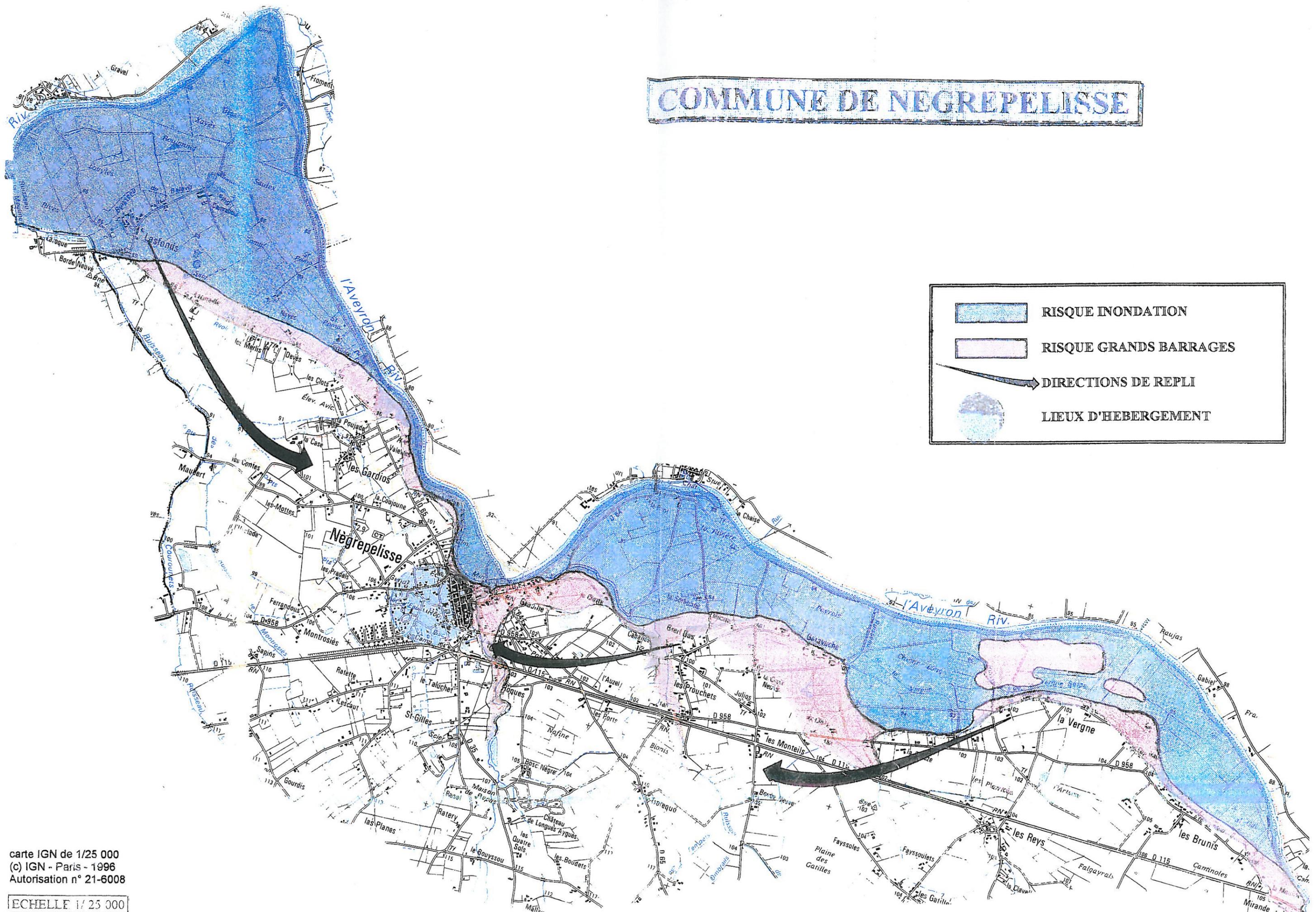
 ALEA FORT
 ALEA FAIBLE

 NON COUVERT
PAR UN SERVICE
D'ANNONCE DES CRUES



Echelle : 1/25 000

COMMUNE DE NEGREPELISSE



	RISQUE INONDATION
	RISQUE GRANDS BARRAGES
	DIRECTIONS DE REPLI
	LIEUX D'HEBERGEMENT

carte IGN de 1/25 000
(c) IGN - Paris - 1996
Autorisation n° 21-6008

ECHELLE 1/25 000